

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer - CS70542
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 26/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAYOT SARL

rue Léon Carresse
55700 Beaufort-En-Argonne

Références : DT/550-2025
Code AIOT : 0006203761

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement MAYOT SARL implanté Pré le Prêtre / La Ravauderie 55700 Mouzay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées au titre de l'année 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAYOT SARL
- Pré le Prêtre / La Ravauderie 55700 Mouzay
- Code AIOT : 0006203761

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MAYOT exploite une carrière de matériaux alluvionnaires en eau sur le territoire de la commune de Mouzay. L'exploitation de celle-ci étant réalisée sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation délivré en date du 14 octobre 2013 (n° 2013-2406).

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.5.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.3.2	Sans objet
2	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.4.1	Sans objet
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.5.1	Sans objet
5	Nuisances sonores et vibrations	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.6.1	Sans objet
6	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a apporté tous les éléments de réponse aux points abordés lors du contrôle.

Une action corrective a toutefois été identifiée en ce qui concerne l'absence de positionnement de deux ouvrages piézométriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Distances de sécurité
Prescription contrôlée :

[...]

En plus de cette distance, les accès aux trois poteaux électriques ERDF, un situé dans la zone 4 et deux dans la zone 3, sont :

- de 15 m de largeur pour la zone 4,
- de 20 m de largeur pour la zone 3,
- une zone inexploitable de 10 m autour de chaque poteau.

Deux portiques matérialisant la hauteur maximale autorisée pour le passage sous la ligne électrique sont installés sur la piste.

[...]

Constats :

La visite sur site a permis de constater que la distance de 10 m autour du poteau électrique et la largeur d'accès de 15 m étaient respectées au niveau de la zone 4.

En ce qui concerne la zone 3, celle-ci n'a pas encore été exploitée.

Les deux portiques sont par ailleurs présents au niveau de la piste de part et d'autre de la ligne électrique. Ces derniers seront déplacés lorsque la nouvelle piste d'accès à la zone 3 aura été réalisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.4.1

Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière est établi. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- ...

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan global de l'exploitation et de plans plus réduits correspondants aux différentes zones d'exploitation.

Les plans du 4 octobre 2024 et 17 septembre 2025 associés à la zone actuellement en cours d'exploitation (zone 6), qui ont été consultés lors de la visite, reprennent les informations prévues à l'article de l'arrêté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Kit anti-pollution
Prescription contrôlée : [...] Un kit anti-pollution doit être disponible en permanence sur le site d'extraction.
Constats : La présence d'un kit anti-pollution (kit 60 litres) a été constatée dans la cabine de la pelle hydraulique stationnée sur la zone en cours d'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un suivi piézométrique semestriel, afin d'étudier les fluctuations de la nappe au cours de l'exploitation. Ce suivi est effectué en période de hautes eaux et de basses eaux, sur le réseau piézométriques (10 ouvrages) présent au sein du périmètre autorisé de la carrière. Les résultats de ce suivi piézométriques sont consignés dans un registre conservé sur le site par l'exploitant. [...]
Constats : L'exploitant réalise un suivi du battement de la nappe (basses eaux - hautes eaux) depuis 2014. La consultation du registre correspondant a permis de constater que les dernières mesures avaient été respectivement effectuées les 21 février 2025 et 17 septembre 2025 pour les basses eaux et pour les hautes eaux. Ce registre mentionne également les dysfonctionnements constatés, notamment : - le piézomètre n° 1 bouché lors de la dernière mesure réalisée en septembre de cette année, - la "disparition" des piézomètres n° 5 et 11. S'agissant de piézomètres existants et suivis (cf. registre), le plan d'implantation issu de l'étude hydrogéologique versée au dossier a été consulté lors de la visite, afin de déterminer le positionnement exact de ces derniers. Cette consultation ayant permis de constater que les ouvrages n° 5 et 11 ont été implantés dans des secteurs pourvus d'une végétation importante.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, d'une part, de procéder au nettoyage/débouchage de l'ouvrage n° 1, et d'autre part, de matérialiser sur le terrain le positionnement des piézomètres n° 5 et 11, afin que ces derniers soient réintégrés dans le programme de suivi du battement de la nappe.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Nuisances sonores et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : [...] Un contrôle des niveaux sonores est effectué ... et ensuite périodiquement, au moins tous les cinq ans. [...]
Constats : Le rapport associé à la dernière campagne de mesure des niveaux sonores réalisée le 24 juillet 2025, a été consulté lors de la visite. Ce dernier montre que les valeurs réglementaires sont respectées à la fois en limite de propriété et dans la zone à émergence réglementée la plus proche (maison éclusière).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 8.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie
Prescription contrôlée : [...] Un point d'aspiration est aménagé à moins de 200 m des installations à protéger sur l'un des plans d'eau du site, permettant la mise en aspiration des engins des services départementaux d'incendie et de secours, ... [...]
Constats : L'exploitant a aménagé un point d'aspiration à proximité des installations de traitement et bâtiments du site. Celui-ci est alimenté par une canalisation reliée au plan d'eau situé à proximité
Type de suites proposées : Sans suite